

Protections fonctionnelles...

Au CPSF, l'injustice dure...

Réau, le 20 novembre 2025

Et l'UFAP UNSa Justice ne lâchera rien face au mépris des agents agressés !

Aujourd'hui, jeudi 20 novembre 2025, cela fait **un mois jour pour jour** que s'est tenu le dernier Comité Social d'Administration.

Un mois que le bureau local **UFAP UNSa Justice** a mis sur la table frontalement la **gestion indigne** des protections fonctionnelles au Centre Pénitentiaire Sud-Francilien.

Et un mois que **rien n'a bougé**.

Rappel utile : il faut remonter jusqu'à **2017** pour retrouver le plus ancien dossier... toujours en souffrance. Au total : **plus de 10 dossiers** laissés dans les tiroirs.

Derrière ces dossiers, il ne s'agit pas de paperasse administrative : ce sont **des agents agressés, frappés, insultés, menacés, humiliés**, qui attendent encore la simple reconnaissance de l'État et de leur administration.

L'UFAP UNSa Justice dit STOP !

STOP à l'oubli, STOP à l'immobilisme, STOP au mépris !

Un mois après notre alerte, **zéro avancée**.

Les agents, eux, continuent de porter les stigmates, les souvenirs de l'agression vécue... et l'attente interminable d'une prise en charge ou d'une indemnisation qui n'arrive jamais.

Comment un agent peut-il se sentir considéré lorsqu'on l'ignore ?

Comment l'administration peut-elle exiger de la conscience professionnelle quand **elle-même n'en montre aucune** envers celles et ceux qui font tenir les murs ?

On le sait : le métier de surveillant pénitentiaire est rude, usant et trop souvent exposé à la violence.

Chaque jour, des femmes et des hommes se présentent pour prendre en charge des personnes confiées par la justice, avec sérieux et loyauté.

Et pourtant... il faudrait **quémander** les réparations de préjudices reconnus par les tribunaux.

Inacceptable ! Indéfendable ! Intolérable !

Aujourd'hui, **l'UFAP UNSa Justice du CPSF exige** que la direction applique **immédiatement** les décisions de justice.

Les agents n'ont pas à payer, une fois de plus, l'inaction d'une administration qui vit à crédit sur leur travail, sur leur santé, et maintenant... sur leurs indemnités.

L'UFAP UNSa Justice, la Force du Terrain !

Le bureau local